**Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation
au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable (n° 775)**

AMENDEMENT

CD 78

présenté par

présenté par MM. Philippe Plisson, rapporteur, Yves Blein, Serge Bardy, Mme Marie-Noëlle Battistel, M. Philippe Bies, Mme Marie-Odile Bouille, MM. Vincent Burroni, Yann Capet, Mmes Florence Delaunay, Laurence Dumont, Sophie Errante, MM. David Habib, Pierre Leautey, Mme Catherine Troallic

ARTICLE ADDITIONNEL

Après l'article 3, insérer l'article suivant :

Le premier alinéa du III de l'article L. 515-16 du code de l'environnement est ainsi modifié :

1° Les mots :

« par les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents et à leur profit »

sont remplacés par les mots :

« au profit des communes ou établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière d'urbanisme »

2° Les mots : « lorsque les moyens de sauvegarde et de protection des populations qu'il faudrait mettre en œuvre s'avèrent impossibles ou plus coûteux que l'expropriation. » sont supprimés ;

3° L'alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée :

« L'enquête publique mentionnée à l'article L. 515-22 vaut toutefois également enquête publique au titre de l'article L. 11-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique. La déclaration d'utilité publique est prononcée par le représentant de l'État dans le département à l'issue de l'approbation du PPRT.

»

EXPOSÉ SOMMAIRE

La directive Seveso 3 impose de mettre en œuvre une politique de maîtrise de l'urbanisation autour des sites Seveso.

En particulier, l'article 13 de la directive prévoit que « *les États membres veillent à ce que leur politique de maîtrise de l'urbanisation ou d'autres politiques pertinentes ainsi que les procédures de mise en œuvre de ces politiques tiennent compte de la nécessité, à long terme :*

a) de maintenir des distances de sécurité appropriées entre, d'une part, les établissements visés par la présente directive et, d'autre part, les zones d'habitation, les bâtiments et les zones fréquentés par le public, les zones de loisir et, dans la mesure du possible, les principales voies de transport [...] ».

Pour les établissements Seveso seuil haut, la France a choisi de transposer ces objectifs par la mise en place de plans de prévention des risques technologiques (PPRT), codifiés aux articles L. 515-15 et suivants du code de l'environnement.

Le III de l'article L.515-16 du code de l'environnement permet à l'État de définir des secteurs dans lesquels l'expropriation des biens doit être prononcée.

Cette expropriation doit ensuite être menée dans le cadre de la procédure-type prévue par le code de l'expropriation, qui prévoit un certain nombre d'étapes administratives à respecter.

Dans le cadre des PPRT, la procédure-type de l'expropriation prévoit actuellement que ce sont alors les communes ou EPCI, pouvant être considérés comme « expropriants » puisque l'expropriation se fait à leur profit, qui doivent élaborer l'ensemble des dossiers nécessaires à la déclaration d'utilité publique et à l'enquête parcellaire. Elles doivent par ailleurs rassembler les pièces techniques démontrant que l'opportunité de procéder à une expropriation.

Ces démarches administratives sont lourdes pour les communes et peu cohérentes puisque le PPRT a été élaboré par le représentant de l'Etat dans le département, qui dispose de tous les documents techniques nécessaires pour mener la procédure administrative de DUP.

La seconde enquête publique pour le même objet est par ailleurs de nature à :

– créer une confusion parmi les riverains concernés sur les enjeux associés à cette seconde enquête publique alors que le public s'était déjà prononcé une première fois

– retarder la possibilité pour les riverains de quitter leur bien, rendant ainsi plus lente la politique de maîtrise de l'urbanisation pourtant appelée par la directive Seveso

– créer des formalités administratives inutiles alors que le gouvernement s'est donné comme priorité de supprimer les procédures lourdes et peu utiles.

L'objet de cet amendement est donc d'attribuer ce rôle administratif à l'Etat pour l'ensemble de la procédure, à l'exception de l'étape finale de prise de possession des biens, qui a bien vocation à être opérée au profit de la commune (ou, le cas échéant, de l'EPCI).

A des fins de simplification administrative, il est donc proposé que l'enquête publique préalable à l'approbation du PPRT vaille enquête publique de DUP et que l'utilité publique des expropriations puisse être prononcée dès après l'approbation du PPRT.